

DIMANCHE 15 MAI 2011

[Abonnez-vous](#) [Gérez votre abonnement](#)[À la une](#) > [Hebdo n° 961](#) - [Économie](#)

CARBONE • Vrai : il est rentable de polluer

Elle devait sauver le monde, la voilà victime de la crise : la Bourse du carbone plonge comme les autres. Mais il n'est pas trop tard pour la réformer.

01.04.2009 | [Julian Glover](#) | [The Guardian](#)

[Recommander](#)

Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Et maintenant, mesdames et messieurs, préparez-vous à notre grande braderie des droits à polluer, votre dernière chance de ruiner le climat de la planète pour pas cher. Vous là, le monsieur de la centrale électrique, jetez un coup d'œil à cette affaire en or : une tonne toute fraîche de dioxyde de carbone, pleine de soufre, pour seulement 8,20 euros, alors que l'été dernier il vous en aurait coûté la somme extravagante de 31 euros pour libérer toutes vos fumées dans l'atmosphère ! Laissez tomber vos projets d'éolienne ! Faites le calcul entre nos droits à polluer et la coûteuse énergie solaire ! A ce prix-là, vous voyez bien que vous ne pouvez pas vous permettre de NE PAS brûler de combustible fossile !"

Après s'être effondré en Europe, le marché du carbone, conçu pour renchérir les coûts des activités polluantes, se révèle totalement contre-productif. Aucun signal d'alarme n'a pourtant retenti. Cette crise-là ne fait pas la une des journaux, elle ne fait pas l'objet de grands reportages spectaculaires et ne provoque pas de longues files d'attente devant les guichets des banques. Le marché des droits à polluer s'effondre dans l'indifférence générale. C'est pourtant l'un des principaux instruments mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique qui est menacé. Alors qu'il avait été mis en place pour rendre les combustibles fossiles non compétitifs, le système actuel est en train d'en faire une solution économiquement intéressante.

Si la plupart des gens connaissent l'existence d'un outil appelé "Bourse du carbone", c'est à peu près tout ce qu'ils en savent. Rares sont ceux qui comprennent que l'Europe a créé un marché d'échange de permis d'émission de CO2 animé par des traders qui vendent et achètent ces droits comme sur n'importe quel autre marché. Et personne, à l'exception des professionnels, ne sait que ce marché est à présent en train de manquer son objectif, qui, rappelons-le, était de faire augmenter le prix des émissions de dioxyde de carbone.

Le système paraissait pourtant simple et efficace. L'année dernière, les gouvernements européens ont alloué une quote-part de droits à leurs principaux pollueurs. Les entreprises réduisant leurs émissions de carbone peuvent ensuite revendre une partie de leurs droits à des consœurs en ayant besoin. A mesure que la demande en droits à polluer va dépasser l'offre, le prix de ces permis augmentera, incitant par la même occasion les entreprises à passer aux énergies renouvelables. Pourquoi acheter de coûteux droits à polluer quand on peut investir dans de l'énergie propre ?

Cela n'est toutefois valable que dans la mesure où le prix de ces permis augmente. Les droits à polluer sont comme le château-lafite ou le crâne de diamants de Damien Hirst, c'est la rareté qui fait leur valeur. Si le carbone devient bon marché et que les entreprises en disposent à volonté, le pouvoir d'incitation du système diminue. A l'heure où la récession frappe, l'activité industrielle ralentit et les compagnies accumulent des droits à polluer dont elles n'ont plus aucune utilité. Le prix de ces derniers s'effondre et les entreprises peuvent continuer de polluer à moindres frais. Résultat : le dispositif n'a absolument aucun impact sur le réchauffement climatique mais représente de sérieuses économies pour les grandes entreprises. *"Je ne vois pas pourquoi les industriels ne profiteraient pas de l'occasion"*, déclarait un trader il y a quelque temps. *"Cet argent sert à compenser l'assèchement des crédits et le ralentissement économique ainsi qu'à surmonter les périodes de chômage technique."*

Principaux responsables : les gouvernements qui ont souscrit au principe des droits à polluer, mais les ont ensuite distribués en trop grandes quantités à leurs entreprises. A l'époque, les dirigeants affirmaient que la croissance aurait tôt fait de rendre le nombre de permis insuffisant. C'est pourtant l'inverse qui se produit aujourd'hui. La tonne de carbone coûte environ 8 euros, contre 31 l'été dernier, ce qui la situe très loin du niveau (entre 30 et 45 euros) qui permettrait de rendre les alternatives vertes plus compétitives.

Morale de cette histoire : il en va comme avec l'écroulement du crédit, le marché du carbone ne peut se substituer à la volonté politique. Les marchés sont un outil qui ne peut fonctionner qu'à condition d'être judicieusement encadré et régulé. L'Europe croyait que la simple mise en place d'une Bourse du carbone suffirait à détourner les entreprises des combustibles fossiles. Elle avait oublié que la demande devait dépasser l'offre et que, si la croissance était en berne, la demande l'était aussi.

Il ne reste pas beaucoup de temps pour sauver le système. Le marché du carbone reste la pièce maîtresse de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. Barack Obama plaide pour un système similaire de *cap and trade*, qui a également séduit l'Australie. Cette question devrait d'ailleurs être au cœur des prochaines négociations du sommet de Copenhague, mais les deux pays hésitent désormais, au vu du fiasco européen. Le marché du carbone doit donc être ouvertement conçu de façon à ce que l'offre reste inférieure à la demande. La solution consisterait à réduire le nombre de permis en circulation, ce qu'aucun gouvernement ne sera assez téméraire pour faire en temps de crise. Les initiatives privées, comme celle de Sandbag, qui appellent les particuliers à se porter acquéreurs de ces droits pour les immobiliser, n'ont guère d'impact sur les prix d'un marché surabondant.

Il existe pourtant un moyen d'asphyxier l'offre de demain sans nuire aux entreprises aujourd'hui. L'Europe doit d'abord arrêter d'importer des permis d'émission de CO2 provenant d'autres pays comme la Russie, pour qui ces transactions virtuelles sont de véritables aubaines. Personne ne croit sérieusement que le fait d'avoir vendu 15 millions de tonnes de carbone en droits à polluer empêche vraiment les entreprises russes de les libérer quand même dans l'atmosphère de l'autre côté de Novossibirsk. L'Europe doit ensuite annoncer un plan de réduction du nombre de permis de polluer, qui entrera en application juste après la récession. Les avertissements sur la disette à venir, quand le dispositif entrera dans sa troisième phase, en 2012, permettraient de faire remonter les prix du carbone dès aujourd'hui.

Les gouvernements ont littéralement noyé le système, comme l'Eglise au Moyen Age avec les indulgences. L'heure est maintenant à la Réforme. On n'attend plus qu'un nouveau Martin Luther pour afficher certaines vérités toutes nues à la porte des industriels. Le fabuleux marché du carbone européen prend des airs de crise des *subprimes*.